

CONSEIL MUNICIPAL D'ESPERCE

Procès-Verbal

Séance du 24 novembre 2022 à 20h30

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-quatre novembre à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'ESPERCE s'est réuni en session ordinaire, après convocation légale en date du 18 novembre 2022, sous la présidence de Monsieur Patrick LACAMPAGNE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 10

Quorum : 6

Nombre de conseillers présents : 9

Nombre de conseillers votants : 9

Date de Convocation du Conseil Municipal : 18/11/2022

PRESENTS : M. LACAMPAGNE Patrick, Mme BARTHE Sandrine, M. CAMPAGNE Marc, Mme LATGER Yolande, M. LOZE Daniel, M. MAGGIOLO Jean-Louis, M. RELUN André, Mme SCHENK Caroline et Mme TAURAND Sandrine.

EXCUSE : M. COUSSEAU Frédéric

La séance est ouverte à 20h30.

Monsieur le Maire procède à l'appel nominal des conseillers et propose de désigner Madame Sandrine BARTHE en tant que secrétaire de séance en application de l'article L.2121-15 du CGCT.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la séance est enregistrée à l'aide d'un dictaphone.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal du conseil municipal du 6 octobre 2022, invite les conseillers à formuler des remarques sur la rédaction. En l'absence d'observations, le Conseil Municipal approuve ce procès-verbal.

2022- 7/1 : Participation à la mise en concurrence organisée par le CDG31 relative à la protection sociale complémentaire

Monsieur le Maire indique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG31) envisage d'engager une procédure de mise en concurrence pour l'obtention d'une convention de participation en Prévoyance et d'une convention de participation en Santé.

Il indique que le CDG31 s'engage, une fois la mise en concurrence réalisée, à présenter les résultats qui permettront à l'assemblée de décider librement d'adhérer à la ou les conventions de participation correspondantes, pour le bénéfice des agents de la structure, étant entendu que l'adhésion est conditionnée à une participation de la structure à la couverture des risques à couvrir.

| Risques | Participation actuelle |
|--|------------------------|
| Prévoyance <i>Pour mémoire participation obligatoire et minimale de 7€ à partir du 1^{er} janvier 2025</i> | 0 € |
| Santé <i>Pour mémoire participation obligatoire et minimale de 15€ à partir du 1^{er} janvier 2026</i> | 0 € |

Voté à l'unanimité.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

2022- 7/2 : Rétrocession d'une partie de la parcelle WA 53 appartenant à la commune

Sur demande du propriétaire riverain d'acquérir une partie de la parcelle section WA n°53, une emprise d'environ 150 m² pour la pose d'une clôture, étant donné que cette partie ne dessert que cette propriété, n'est pas un passage public, n'ayant d'aucune utilité et n'est pas entretenu par la commune.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur la constatation de la désaffectation du domaine public communal d'une partie de la parcelle WA 53 et d'approuver le déclassement de celle-ci pour la faire entrer dans le domaine privé communal.

Cette partie de la parcelle WA 53 sera cédée pour 1€ et les frais liés à cette rétrocession seront à la charge du propriétaire.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

2022- 7/3 : Rétrocession d'une partie de terrain juxtaposée de la parcelle WD 141 appartenant à la commune

Sur demande du propriétaire riverain d'acquérir une partie de terrain juxtaposée de la parcelle WD 141, une emprise d'environ 20 m², cet espace enherbé n'est pas un passage public et n'ayant d'aucune utilité pour la commune.

Il apparaît donc judicieux de déclasser cette espace du domaine public de la commune.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur la constatation de la désaffectation du domaine public communal d'une partie de terrain juxtaposée de la parcelle WD 141 et d'approuver le déclassement de celle-ci pour la faire entrer dans le domaine privé communal.

Cette partie de terrain sera cédée pour 1€ et les frais liés à cette rétrocession seront à la charge du propriétaire.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|-------------|
| Pour : | 8 | Abstention : | 0 | Contre : | 1 |
| | | | | | André RELUN |

2022- 7/4 : Révision des tarifs de la location de la salle des fêtes et du règlement intérieur

Monsieur le Maire indique qu'il est nécessaire de réviser les tarifs de location de la salle des fêtes et du règlement intérieur.

Il propose à partir du 1^{er} janvier 2023 :

| | Tarif | |
|---------------------------------|--------------------------------|---------|
| <i>Association communale</i> | | Gratuit |
| <i>Association hors commune</i> | | 600€ |
| <i>Association caritative</i> | | 300€ |
| <i>Administré de la commune</i> | Du vendredi 17h au lundi matin | 180€ |
| <i>Extérieur</i> | Du vendredi 17h au lundi matin | 600€ |
| <i>Réveillon jour de l'an</i> | Esperçois | 500€ |
| | Extérieur | 1000€ |

Il donne lecture du nouveau règlement intérieur qui a pour objet d'encadrer les conditions d'utilisation, de réservation et de location de la salle ainsi que les modalités de tarification et de paiement.

Il précise que ce règlement sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage et présenté lors de chaque location ou réservation.

Voté à l'unanimité.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

2022- 7/5 : Révision du bail du local au rez-de-chaussée mairie

Il est nécessaire de réviser le bail concernant le local au rez-de-chaussée de la Mairie de Philippe DATTE.

Le conseil donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout document.

Voté à l'unanimité.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

2022- 7/6 : Convention de forfait scolaire communal des élèves de notre commune scolarisés à l'école Calendreta Del Pais Sud Tolosan de Cintegabelle

La loi Molac oblige les communes à verser un forfait scolaire aux écoles dispensant un enseignement en langue régionale si un enfant résidant de leur commune fréquente une telle école.

Il est mis en place une convention relative aux modalités de participation.

Le montant proposé est de : 693.56€ par enfant.

Voté à l'unanimité.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

2022- 7/7 : Cadeaux de fin d'année pour le personnel

Monsieur le Maire propose d'offrir un colis pour les fêtes de fin d'année à l'ensemble du personnel territorial afin de marquer sa reconnaissance pour son implication et la qualité de son travail au cours de l'année 2022.

Voté à l'unanimité.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

2022- 7/8 : Extinction partielle de l'éclairage public

Monsieur le Maire rappelle la volonté d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'énergie. Une réflexion est engagée sur l'extinction nocturne de l'éclairage public.

L'éclairage public sera interrompu la nuit de 23h à 6h sur l'ensemble de la commune.

Une demande au SDEHG sera réalisée pour une mise en place de cette extinction.

Voté à l'unanimité.

| | | | | | |
|--------|---|--------------|---|----------|---|
| Pour : | 9 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|---|--------------|---|----------|---|

Questions diverses :

- Débat sur la protection sociale et complémentaire.

Présentation du diaporama

Obligation de participation financière à hauteur de 20 % de la protection sociale complémentaire « prévoyance » s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2025.

Obligation de participation financière à hauteur d'au moins 50 % de la protection sociale complémentaire « santé » s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2026.

Séance levée à 22h45

Le secrétaire de séance,

Le Maire,